L'alimentation

Une ressource économique et identitaire pour les immigrés

Jacques Barou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/981>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.981

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 12-23

ISBN : 978-2-919040-04-9

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Jacques Barou, « L'alimentation », *Hommes & migrations* [En ligne], 1283 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/981> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.981

L'alimentation

Une ressource économique et identitaire pour les immigrés

Par Jacques Barou,
chercheur, docteur en anthropologie, chargé de recherche au CNRS,
UMR PACTE, Grenoble

Langoustine © Myriam Gauthier-Moreau – Festival International de la Photographie Culinaire 2009

Durant tout le XIX^e siècle, les migrants auvergnats à Paris ont fait de la vente ambulante, puis du commerce de spiritueux et de charbon, la base de leur réussite professionnelle dans les débits de boisson, les cafés et les restaurants de la capitale. Un travail acharné et une solide structuration communautaire sont devenus au fil des générations des éléments déterminants de leur identité. Leurs trajectoires éclairent des situations contemporaines.

L'alimentation est, pour les sciences humaines et sociales, un objet qui peut générer de multiples croisements avec diverses thématiques. Il a de nombreux liens avec des domaines aussi divers que l'activité économique, que ce soit au niveau de la production ou de la distribution, la sociabilité, que ce soit au niveau des temps de convivialité ou des codes de politesse, l'identité, à travers les habitudes culturelles ou les prescriptions religieuses, voire l'activité politique, dans la mesure où les producteurs, distributeurs et consommateurs de denrées alimentaires constituent des clientèles influentes et où les lieux de consommation sont aussi bien souvent des lieux de discussion et de diffusion des idées. Il convient aussi de ne pas oublier qu'autour de l'alimentation, de ses modes de préparation et de consommation, se reflètent les évolutions des rapports de genres, de générations, de milieux sociaux. À partir d'une approche anthropologique de l'alimentation, considérée en tant que fait social global, pour parler le langage de Marcel Mauss, est-il possible pour autant de rendre compte d'un phénomène aussi complexe que l'immigration ?

Sans aller d'emblée jusque-là, il est frappant de constater, au regard de nombreux travaux empiriques et théoriques concernant des phénomènes migratoires situés à diverses époques de l'histoire et dans divers milieux géographiques, à quel point la thématique de l'alimentation est présente et permet d'éclairer un très large éventail d'aspects de la vie des migrants et de leurs rapports avec les mondes qui les entourent. À partir de quelques exemples empruntés à des travaux traitant de migrations de caractère différent, internes ou transnationales, qui se sont déroulées dans des pays industrialisés ou dans des pays en développement, au XIX^e, au XX^e ou au XXI^e siècle, nous voulons montrer ici le caractère récurrent du lien entre alimentation et immigration.

Un lien plus ou moins visible, mais constant

Malgré les stéréotypes qui nourrissent les appréciations que portent les divers peuples sur la cuisine de leurs voisins, il n'y a pas, d'un côté, des peuples cuisiniers et fins gourmets et, d'un autre, des peuples indifférents à l'importance de la nourriture et aux plaisirs de la table. Il y a, par contre, des circonstances différentes qui ont fait que certaines immigrations ont rencontré des opportunités pour développer des activités et des compétences dans le secteur alimentaire, voire ont été confrontées à la nécessité de créer en premier lieu les moyens d'assurer, par ces activités, leur immédiate survie.

D'autres immigrations, en revanche, ont été rapidement et massivement dirigées vers des secteurs de la vie économique où leurs besoins alimentaires étaient en

partie pris en charge, comme dans le cas des grandes entreprises industrielles dotées de systèmes de restauration collective, diffusant une cuisine adaptée au goût du plus grand nombre et qui a contribué à modifier les habitudes alimentaires des migrants. Dans d'autres cas encore, l'activité professionnelle a imposé un mode d'alimentation rudimentaire ne laissant guère de place à la perpétuation de recettes sophistiquées, comme dans le cas du secteur du bâtiment où les repas se réduisent à la prise du casse-croûte ou à l'ingurgitation du contenu assez pauvre de la "gamelle".

Cela n'empêche pas que des marchés relativement discrets de produits typiques se soient développés pour permettre à une clientèle composée massivement de salariés de sortir de temps à autre de la routine de l'usine ou du chantier et de retrouver le goût du pays à travers des aliments exigeant souvent une préparation assez complexe. À l'époque du plein emploi, les immigrés vivant en foyers se nourrissaient le soir de manière relativement simple d'une cuisine adaptée à leur activité professionnelle, essentiellement faite de viande rouge et de féculents. Mais de temps à autre, un résident, apprécié pour ses talents culinaires, régalaient tout l'étage avec un couscous particulièrement élaboré, à base de semoule, de légumes et de condiments recherchés avec soin sur les marchés alentour ou rapportés du bled par un compatriote récemment revenu.

L'entrepreneuriat alimentaire : un gage d'indépendance

L'importance du lien entre alimentation et immigration, et surtout sa visibilité, repose essentiellement sur la part que prend l'activité indépendante par rapport à l'activité salariée, en fonction des opportunités existant selon le lieu et l'époque. Certaines immigrations se sont trouvées en partie orientées vers des activités indépendantes, moins par refus du salariat que par manque d'offres dans ce domaine au moment où elles se sont développées. Les métiers de l'alimentation offrent souvent un accès rapide à une activité indépendante et permettent déjà à l'entrepreneur d'assurer sa propre nourriture. Plusieurs étudiants asiatiques, privés brutalement de ressources par les changements politiques survenus dans leurs pays d'origine au milieu des années soixante-dix, se sont mis à ouvrir des restaurants alors qu'ils ne disposaient d'aucune formation dans le domaine de la cuisine et ne s'y reconnaissaient souvent aucun talent⁽¹⁾. Les vagues migratoires qui se sont déroulées après la crise de l'emploi industriel se sont beaucoup plus orientées vers les activités indépendantes, avec là encore une présence très visible des dernières vagues de migrants

asiatiques dans le commerce alimentaire et la restauration. Au contraire, des années cinquante à soixante-dix, l'offre en emplois salariés étant considérable, les diverses vagues migratoires ont surtout alimenté en main-d'œuvre l'industrie et le bâtiment, ne faisant que de marginales incursions dans le secteur des professions indépendantes.

Ainsi, la grande vague d'immigration portugaise des années soixante, suscitée par l'attrait des grandes entreprises, n'a généré, par rapport à son importance numérique, que peu d'ouvertures de restaurants et d'activités dans le secteur alimentaire, malgré une tradition culinaire très élaborée dans le pays d'origine. Cela ne signifie pas pour autant que les migrants portugais aient abandonné leurs habitudes gastronomiques. L'approvisionnement s'est fait essentiellement par le biais des allers-retours au pays à l'occasion des vacances, les voitures revenant chargées de morue séchée, de charcuterie, de vin et d'eau-de-vie. À défaut d'avoir lieu dans des restaurants, les réunions autour des plats typiques se sont déroulées dans quelque coin campagnard à l'abord des grandes villes. C'est ce que montre le film de José Vieira, *Week-end en Tosmanie*, avec les communautés portugaises de Paris qui se retrouvent dans une grande ferme de la Brie pour faire griller des sardines, boire du *vinho verde* au tonneau et vivre un temps de convivialité rappelant les grandes ripailles rurales du pays d'origine⁽²⁾.

On pourrait ainsi distinguer des immigrations pour lesquelles l'alimentation apparaît d'emblée comme une ressource économique et sociale, ce qui lui donne une visibilité plus grande, et d'autres pour qui elle demeure une ressource identitaire plus discrète, mais tout aussi apte à se maintenir.

Une ressource immédiate pour qui part de rien

Dès les premières migrations internes vers Paris, les métiers liés à l'alimentation apparaissent comme facilement accessibles aux migrants, même aux plus démunis. Le cas des "Auvergnats"⁽³⁾ est le plus emblématique d'une ascension sociale étalée sur plusieurs générations dans le secteur de l'alimentation. À l'origine, il y a, dès le XVIII^e siècle, un grand nombre de migrants originaires du Massif central qui exercent, dans la rue, des métiers liés à la distribution de denrées de base, comme celui de porteur d'eau, ou à la transformation rapide de certains aliments, comme ceux de vendeur de marrons grillés ou marchand de coco⁽⁴⁾. Ces petits métiers de la rue étaient facilement accessibles aux migrants ne disposant d'autre capital que leur force de travail.

Le métier de porteur d'eau permettait de se servir gratuitement aux fontaines publiques et offrait à un jeune homme de robuste constitution la possibilité de gagner sa vie par le seul effort de transporter des seaux d'eau dans les immeubles qui n'avaient pas encore d'adduction. Dans la première moitié du XIX^e siècle, on comptait à Paris près de 20 000 porteurs d'eau, vivant en général regroupés dans des garnis, où ils se cooptaient par villages d'origine. Un mode de vie sobre et un travail acharné leur permettaient d'économiser en quelques années de quoi acquérir un petit local où ils pouvaient faire commerce de nouvelles denrées comme le charbon d'abord, puis le vin ensuite, quand le marché de l'eau disparut avec la généralisation de l'adduction dans tous les bâtiments. L'épouse rejoignait alors le migrant, parti en pionnier, pour l'aider à faire tourner la boutique.

Progressivement, les locaux abritant ce curieux négoce associant vin et charbon se transformèrent en débits de boisson, en cafés, en restaurants, en hôtels, ne laissant comme souvenir de l'ancienne activité que le nom de "bougnot", terme issu du patois auvergnat "*charbougnot*", qui désigne encore aujourd'hui le tenancier parisien de cafés, de restaurants ou d'hôtels, issu très souvent de ces vieilles immigrations du Massif central. Françoise Raison-Jourde, qui a consacré une magistrale étude à la formation de la colonie auvergnate de Paris à partir d'une approche d'anthropologie

historique⁽⁵⁾, montre ainsi que les vagues migratoires se sont renouvelées tout au long du XIX^e siècle, depuis les diverses régions du Massif central.

Certains migrants avaient déjà acquis ailleurs une expérience dans le négoce, comme les colporteurs du sud du Cantal habitués à se rendre en Espagne pour y vendre diverses marchandises. D'autres disposaient d'un petit capital qu'ils investirent dans des activités où

Les activités de production et de distribution des denrées de base disparaissant avec la modernisation, les migrants auvergnats s'orientèrent principalement vers les secteurs du commerce et du débit de boisson.

leur expérience du monde paysan leur permettait d'être à l'aise. Ce fut en particulier le cas des "nourrisseurs" qui fournirent longtemps Paris en lait frais. Ils achetaient quelques vaches au marché aux bestiaux de la Villette, les installaient dans des étables aménagées dans diverses cours et passages des quartiers de l'Est et du Sud et les nourrissaient avec du fourrage qu'ils allaient se procurer en banlieue. Ils les revendaient, avec une appréciable marge de bénéfice, au bout de six ou sept mois, quand leur rendement en lait commençait à diminuer. Ils assuraient eux-mêmes la distribution du lait par des tournées qui commençaient vers quatre heures du matin. Cette activité, rentable mais extrêmement pénible, était condamnée à disparaître

avec l'accélération de l'urbanisation de la capitale et l'éloignement toujours plus grand des banlieues, où il était encore possible de trouver du fourrage. La dernière ferme laitière parisienne, située dans le bas de la rue Vaugirard, ne ferma toutefois ses portes que dans les années cinquante⁽⁶⁾.

Un vecteur d'ascension sociale

Les activités de production et de distribution des denrées de base disparaissant avec la modernisation, les migrants auvergnats s'orientèrent principalement vers les secteurs du commerce et du débit de boisson. Leur réussite s'explique plus par les opportunités qui se sont présentées dans la seconde moitié du XIX^e siècle et au début du XX^e que par leurs seules qualités de travailleurs et d'épargnants. Les grands travaux haussmanniens ont abouti à de nombreuses expropriations qui se sont révélées plutôt avantageuses pour les petits commerçants auvergnats, fréquemment installés dans des immeubles de faible valeur patrimoniale et qui ont reçu des dédommagements souvent supérieurs à la valeur de leurs fonds.

Les cafés et restaurants servaient aussi de lieux de convivialité, accueillant les fêtes de famille et les bals musette, principal loisir du dimanche, animé par le *cabréttaire*⁽⁷⁾. On y perpétuait les traditions culinaires et musicales ramenées du pays, ce qui permettait de maintenir la conscience d'une identité commune et entretenait la solidarité entre les commerçants. Malgré l'individualisme lié à la profession, ceux-ci créèrent des syndicats, négocièrent avec les élus politiques parisiens pour assurer la défense de leurs intérêts et constituèrent un marché de l'emploi quasi protégé pour les compatriotes fraîchement débarqués et prêts à s'investir fortement dans un travail salarié, qui devait leur permettre de se mettre rapidement à leur compte. Ainsi se sont développées des stratégies d'ascension sociale rapide. L'analyse des actes notariés, rendant compte des acquisitions successives des mêmes propriétaires, révèle une stratégie nettement centripète avec une prédilection pour les achats de fonds dans le quartier des Halles, où l'activité de distribution de nourriture générait la présence diurne et nocturne d'une nombreuse clientèle pour les cafés, restaurants et hôtels de toutes catégories. On y comptait au début du XX^e siècle un café pour 52 habitants, contre un pour 138 habitants dans l'ensemble de Paris. Cela donne une répartition urbaine très spécifique aux immigrés auvergnats qui, contrairement aux autres immigrés de province et aux étrangers, étaient quatre fois plus nombreux dans Paris *intra muros* qu'en banlieue, avec une forte présence dans des quartiers relativement centraux comme le XI^e ou le XII^e arrondissement, voire le I^{er}, et ceci indépendamment de leur niveau de revenus.

Commensalité et cohésion du groupe

La centralité offre des avantages non négligeables en matière d'accès à l'école et à la culture et permettra, au fil des générations, une élévation sociale significative et l'émergence de professions intellectuelles : notaires, avocats, médecins, professeurs, restés très liés à la communauté et prêts à se mettre à son service. C'est aussi autour de la nourriture, des plats et vins du pays servis lors de grands banquets de trois mille ou cinq mille couverts, organisés par les différentes amicales auvergnates de la capitale, que les migrants prennent conscience de leur force et repensent les limites de leur identité. Une exaltation des racines communes permet de rapprocher le petit peuple des garçons de café, des serveuses et des bougnats de quartier des grands distributeurs et propriétaires d'établissements prestigieux qui, eux, ont déjà réussi. Peu d'immigrations, qu'elles soient internes ou étrangères, sont allées aussi loin dans l'organisation communautaire et se sont donné autant de moyens pour entretenir la solidarité interne et interpellier le pouvoir politique. Dans l'organe de ces immigrés, l'hebdomadaire *L'Auvergnat de Paris*, fondé en 1882, on peut lire cette déclaration propre à donner des cauchemars aux intégristes républicains et autres pourfendeurs du communautarisme : *“Ce n'est pas seulement la langue commune qui constitue notre solidarité : nous exerçons les mêmes commerces, les mêmes industries, c'est donc une ligue de protection commune de nos intérêts que nous devrions former [...] Cantaliens, Aveyronnais, Lozériens, ne nous contenons pas dans les absurdes limites où nous a encadrés la division de la France en départements⁽⁸⁾...”*

En 1886 est fondée l'Association auvergnate, bientôt rebaptisée “Ligue auvergnate”. L'organisation se veut démocratique et apolitique. Elle se donne pour objectif d'assurer une protection mutuelle, en créant un service d'assistance sociale, un office de placement et un office de contentieux, où avocats et avoués, le plus souvent issus de la colonie, se mettent au service de nouveaux arrivants encore ignorants de la complexité des affaires commerciales. La ligue manifeste un changement d'attitude de la part des immigrés. Alors que, jusque-là, ceux-ci se sentaient encore étrangers à Paris et s'efforçaient d'entretenir une certaine discrétion, ils entendent bientôt faire leur place dans la capitale et y faire reconnaître leurs droits.

Un modèle repérable en d'autres lieux et d'autres temps ?

Comme on a distingué, en Angleterre, un modèle d'intégration juif s'opposant à un modèle irlandais, on pourrait, dans le cadre d'une analyse comparative du devenir

des vagues migratoires internes en France, distinguer un modèle auvergnat, dans lequel les migrants vivent une ascension sociale en exerçant des activités indépendantes, qui s'opposerait à un modèle breton, où ils restent enfermés dans les limites du prolétariat. Dans le premier cas, la réussite économique et sociale passe par une activité commerciale où le petit commerce alimentaire est souvent la porte d'entrée. L'entretien de la conscience identitaire est fortement connecté à l'activité économique et à la vie communautaire, à travers des temps de convivialité tournant autour de la consommation de "produits de pays". Celui-ci reste ainsi lié très concrètement à la population émigrée, à travers des circuits d'approvisionnement et les retours des migrants à l'occasion des vacances ou de la retraite.

Dans le second cas, la migration est massivement orientée vers le salariat et dispersée dans les banlieues industrielles. L'autonomie professionnelle et les alliances qu'elle permet de développer disparaissent au profit de l'immersion dans une identité de classe. Les relations avec la région d'origine se distendent, les migrants étant trop pauvres pour y retourner régulièrement. La vie communautaire se maintient malgré tout, mais elle est déconnectée de l'activité économique.

L'intérêt de ces modèles est qu'ils permettent de rendre compte d'autres aventures migratoires à d'autres époques et en d'autres lieux. Les petits métiers de l'alimentaire sont encore une porte d'entrée dans la ville pour les migrants pauvres dans nombre de pays africains, asiatiques ou latino-américains. En étudiant la migration interne au Niger dans les années soixante-dix, nous avons trouvé des types d'organisation qui évoquaient celle des Auvergnats à Paris au XVIII^e et au XIX^e siècle⁽⁹⁾. À Niamey, une communauté de Haoussas, originaires de la région de l'Ader, au nord-est du pays, monopolisait l'activité de porteur d'eau. De jeunes garçons récemment débarqués de leurs villages transportaient l'eau depuis les fontaines publiques jusque dans les concessions les plus lointaines. Ils utilisaient, pour ce faire, des bidons de kérosène, découpés et attachés à un bâton passé entre les épaules. Au bout de quelques années de cette activité, ils devenaient petits commerçants ambulants, "tabliers", portant, attaché autour des épaules, un plateau de bois sur lequel ils disposaient divers ingrédients, achetés en gros et revendus à l'unité : biscuits, bonbons, cigarettes, beignets, sodas... Les bidons de kérosène et les plateaux de bois leur étaient fournis par quelque notable originaire de la même région, ayant développé un négoce de récupération auprès de l'aéroport et des quelques scieries de la ville. Cette communauté, parmi les dernières arrivées à Niamey, a été écartée des activités commerciales les plus rentables, comme la boucherie ou le commerce de tissus, se déroulant dans le vaste espace central du Grand Marché. Mais elle est tout de même parvenue à faire sa place dans l'économie et la société de Niamey, et à se constituer en véritable communauté commerçante hiérarchisée, au sommet de laquelle se trouvent les récupérateurs de bois et

de métaux, qui fournissent à leurs compatriotes les instruments de leur activité, rappelant en cela les ferrailleurs et chiffonniers auvergnats, qui avaient, eux aussi, constitué au XIX^e siècle la première élite de la colonie.

Négociier son entrée dans le marché de l'emploi urbain

L'activité de production et de distribution de lait en milieu urbain se retrouve aussi dans diverses agglomérations asiatiques ou africaines, là aussi exercée par des immigrés originaires du monde rural. Dans l'immense mégapole de Mumbai en Inde, on recense aujourd'hui cinq cent mille vaches laitières, soignées par plusieurs dizaines de milliers d'immigrés venus de l'État du Bihar, qui, après avoir effectué la traite matinale à la main, assurent aussi, à bicyclette, la distribution de lait. Toutefois, il ne semble pas que cette activité offre de réelles perspectives d'ascension sociale. Le travail est épuisant et ne permet pas d'épargner pour ensuite investir dans une affaire indépendante. Les vachers bihari sont totalement dépendants de leurs employeurs, pour la plupart de grands propriétaires originaires du Maharashtra. Ils travaillent dans des conditions extrêmement dures, se voyant contraints de vivre constamment dans les étables, où ils dorment dans des hamacs suspendus au-dessus des mangeoires, leurs gains étant entièrement envoyé à leur famille restée au pays. Ils y retournent un mois dans l'année, passant souvent près de trois jours dans le train pour un simple aller-retour. Malgré leur présence dans une activité liée à l'alimentaire, ils représentent plutôt un modèle d'immigration prolétaire concentrée dans le secteur salarial le plus exploité. Leurs principales manifestations collectives sont de l'ordre de l'action revendicative, pour obtenir une amélioration plus de leurs conditions de vie que de l'organisation communautaire, ce qui permettrait pourtant de s'assurer des possibilités d'ascension sociale dans une ville où ils ne se considèrent que de passage. Le contexte politique local, dominé par le *Shiv Sena*, parti d'extrême droite qui s'appuie sur le chauvinisme maharashtrien et le rejet des nombreux migrants du nord de l'Inde, réclamant même des quotas et un contrôle étroit des entrées, n'est pas favorable à la réussite des immigrés. Mais les choses évoluent : les responsables politiques du Bihar, État parmi les plus pauvres et les plus peuplés de l'Inde, prennent de plus en plus la défense des communautés émigrées. La situation peut donc changer à moyen terme, favorisant la mise en place d'une organisation plus efficace des migrants, aujourd'hui encore cantonnés dans les couches les plus prolétaires de la société, mais qui semblent prendre de plus en plus conscience de leurs intérêts communs, à travers une valorisation de leur identité culturelle, et cela

en réponse à la stigmatisation dont ils sont victimes de la part des autochtones⁽¹⁰⁾. Ainsi, on retrouve aujourd'hui dans diverses villes du tiers-monde les mêmes conditions d'entrée sur le marché de l'emploi urbain que celles qui existaient déjà dans le Paris du XIX^e siècle : par le biais d'activités du secteur alimentaire, des perspectives plus ou moins fortes d'ascension sociale sont offertes aux migrants. Ces perspectives, toujours par le biais des mêmes activités, sont d'ailleurs toujours d'actualité pour les nouveaux migrants des villes de la France et de l'Europe contemporaines.

Alimentation et réussites contemporaines

Pour des migrations massivement ouvrières, les petits commerces alimentaires, en particulier les cafés et les restaurants, représentent la principale opportunité de sortie du salariat. Cela a été observé en particulier à propos de l'immigration algérienne. En région parisienne, les Algériens ont été longtemps le groupe d'étrangers le plus représenté dans le petit commerce et dans l'hôtellerie⁽¹¹⁾. Des approches plus ciblées, prenant en compte des groupes régionaux, comme les Kabyles dans les cafés-hôtels, ou les Mozabites dans l'épicerie, permettent de faire ressortir la connexion existant entre ressources identitaires et ressources économiques. C'est par une telle connexion que les activités de restauration ou de commerce alimentaire fournissent une possibilité d'ascension sociale. On passe d'une offre à caractère ethnique à une offre beaucoup plus diversifiée, qui peut intéresser un éventail nettement plus large de consommateurs, comme dans le cas de la petite épicerie berbère qui a pu se répandre dans l'ensemble du tissu urbain et capter une clientèle issue des classes moyennes⁽¹²⁾. D'autres immigrations qui se sont relativement peu investies au départ dans de telles activités peuvent les découvrir tardivement comme moyen d'ascension sociale. C'est ce qu'observent Marie-Claude Blanc-Chaléard et Pierre Milza avec les Italiens, alors que leur migration tend à s'achever et leur présence à devenir imperceptible dans le tissu parisien⁽¹³⁾. Un engouement tardif pour les produits italiens, partagé aussi bien par une partie de la population parisienne que par les jeunes générations transalpines, nostalgiques de la cuisine du pays, permet le développement d'activités d'importation, de distribution et de chaînes de restauration. Cela engendre parfois des réussites spectaculaires, "à l'auvergnate", pourrait-on dire, comme celle d'Angelo Carniato, passé d'une petite épicerie de banlieue à une société européenne d'importation de produits italiens, desservant traiteurs, restaurants et supermarchés⁽¹⁴⁾. Mais le cas le plus évident de réussite migratoire par le biais des activités alimentaires est sans doute celui des immigrés asiatiques arrivés à partir de la fin des années

soixante-dix. Les secteurs de la restauration, du commerce alimentaire et de l'importation des produits tropicaux ont constitué à la fois un marché de l'emploi très accessible pour les nouveaux arrivants et un moyen d'ascension sociale pour ceux qui disposaient déjà de capitaux et d'expérience. En peu de temps s'est constitué un milieu professionnel et ethnique qui rassemble employés, restaurateurs, sociétés d'import-export et propriétaires de grandes surfaces comme Tang Frères et Paris Stores. La rapidité d'une telle réussite tient sans doute au fait que l'on n'a pas affaire, avec cette immigration, à des ruraux venus tenter leur chance en ville, mais à une population qui a déjà derrière elle une longue expérience de la création d'activités commerciales en pays étranger. La grande majorité des Asiatiques venus de la péninsule indochinoise entre 1975 et 1980 est composée de descendants d'immigrés chinois ayant quitté leur pays entre le XIX^e siècle et les années quarante. Comme le note Live Yu-Sion⁽¹⁵⁾, ils ne forment pas une communauté mais une diaspora, composée de groupes ethno-linguistiques différents, passés par divers pays d'Asie avant d'arriver en France. Ces groupes n'ont que peu de liens entre eux, mais chacun s'efforce de mettre sur pied une organisation dialectale ou régionale lui permettant de préserver ses intérêts moraux, culturels et économiques.

Associations de migrants et ancrages territoriaux

En France, l'autorisation donnée aux immigrés, en 1981, de fonder des associations a favorisé l'éclosion de nombreuses associations regroupant les locuteurs d'un même dialecte, souvent issus des mêmes pays du Sud-Est asiatique : Teochew, Shanghaiens, Hakka, Haïnanais, Cantonais, etc. Ces associations ont été de véritables structures d'aide aux acteurs économiques : *“Un des objectifs de l'adhésion d'un commerçant à l'association de son groupe est d'établir des relations d'affaires avec ses pairs. [...] Les relations de confiance nouées entre commerçants se concrétisent par des rapports privilégiés dans les échanges économiques : facilités de circulation de capitaux, patronage d'un membre par des prêts de fonds ou de marchandises, octroi de crédit à un confrère, constitution d'un réseau tontinier, monopole dans l'importation ou la distribution d'un produit⁽¹⁶⁾”*

On trouve là des objectifs et un fonctionnement qui évoquent les amicales auvergnates au XIX^e siècle. Autour d'activités qui ne sont certes pas toutes liées à l'alimentation, mais où ce secteur tient une place prépondérante, s'articulent étroitement affirmations identitaires et ambitions économiques. Il faudrait ajouter, pour compléter la comparaison, que la réussite chinoise a aussi bénéficié d'heureuses opportunités en matière de localisation urbaine. L'arrivée des principales vagues d'immigration coïn-

cide avec la fin de la rénovation d'une partie du XIII^e arrondissement. De nombreuses tours sont encore vides, boudées par les Parisiens, parce que trop hautes et trop chères, et les fonds de commerce au pied des tours sont presque tous disponibles. À une époque où la plupart des immigrés sont orientés vers la banlieue, les Chinois du Sud-Est asiatique vont pouvoir s'installer dans un secteur assez central et très bien desservi. Leur concentration dans un même quartier, un temps montrée du doigt par certains élus de la capitale au nom du rejet des "ghettos", a fini par être acceptée et constitue désormais une attraction dans le paysage parisien. Ils ont peu à peu gagné en influence sur le plan politique. S'ils n'ont pas encore généré un personnel politique pour les représenter et défendre leurs intérêts, ils sont toutefois parvenus à obtenir une forme de reconnaissance de la part du pouvoir municipal. Cela se traduit, entre autres, par les subventions que la ville de Paris vote depuis quelques années pour soutenir les manifestations du nouvel an chinois dans des quartiers comme le triangle de Choisy ou Belleville. On a, à cette occasion, une connexion heureuse entre les affaires et la culture, entre l'économique et l'identitaire, avec les défilés de batteurs de tambours, qui chassent les mauvais esprits, et les processions de danseurs portant le masque du lion ou du dragon, qui ondulent au milieu d'une foule cosmopolite, dans des rues où plus d'un commerce sur deux est un restaurant ou un magasin d'alimentation. ■

Notes

1. Marie Holzman, Liang Tsong-Heng, *Chinois de Paris*, Paris, Seghers, 1989.
2. J. Vieira, *Week-end en Tosmanie*, CEDEP, ISM, Videoform, AD 94 4A2 261.
3. En fait, il s'agit d'une immigration provenant majoritairement du sud de l'actuel département du Cantal et des terroirs limitrophes du nord de l'Aveyron et du nord-ouest de la Lozère, zones qui sont en dehors des limites administratives de l'actuelle région Auvergne.
4. Le marchand de coco portait sur le dos une fontaine de tôle peinte contenant une boisson faite de réglisse macérée dans l'eau citronnée qu'il vendait aux passants assoiffés à l'aide de gobelets en métal suspendus à sa ceinture.
5. F. Raison-Jourde, *La colonie auvergnate de Paris au XIX^e siècle*, Commission des travaux historiques de la ville de Paris, 1976.
6. R. Girard, *Quand les Auvergnats partaient conquérir Paris*, Paris, Fayard, 1980.
7. Joueur de cabrette, instrument à vent de la famille des cornemuses, qui se produisait en général debout sur une table, pour laisser le plus de place possible aux danseurs dans des cafés plutôt exigus.
8. *L'Auvergnat de Paris*, 7 décembre 1884.
9. J. Barou, "Un village d'émigration au Niger", *Les Cahiers d'études africaines*, vol XVI n°63/64, Paris, 1977, pp. 627-632.
10. Harshad Bhosale, "Politics of a Migrant Community in a Metropolis: A Study of Hindi Speaking North Indians in Mumbai", paper presented at the Annual Meeting of the Southern Political Science Association, Hotel Intercontinental, New Orleans, L.A., Jan 07, 2009.
11. M. Guillon, "Les commerçants étrangers dans l'agglomération parisienne", *Revue européenne des migrations internationales*, vol 2, n°3, décembre 1986.
12. J. Barou, "L'arabe du coin et le chinois du quartier, ou le commerce ethnique au service de tous", *Hommes et Migrations*, n°1221, septembre-octobre 1999, pp. 24-32.
13. M.C. Blanc-Chaléard et P. Milza, "Les Italiens à Paris depuis 1945", in A. Marès et P. Milza (dir), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.
14. P. Corti, *Paesi d'emigranti. Mestieri, itinerari, identità collettive*, Milan, F. Angeli, 1990, pp. 229-244.
15. Live Yu-Sion, "Les Chinois de Paris depuis le début du siècle. Présence urbaine et activités économiques", *Revue européenne des migrations internationales*, vol n°3, 1992.
16. Live Yu-Sion, "Les Chinois de Paris : groupes, quartiers et réseaux", in A. Marès et P. Milza (dir), *op. cit.*, p. 353.